



NIGER

PLAN D'ACTION NATIONAL DE RENFORCEMENT DES CAPACITES POUR LA REDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE, LA PREPARATION ET LA REPONSE AUX URGENCES

2015-2018

Mars 2015

Introduction

Caractérisé par un climat de type tropical aride et situé dans la sous-région du Sahel, le Niger est particulièrement vulnérable face aux aléas naturels, et notamment climatiques. Les variabilités annuelles et spatiales à ce niveau sont à l'origine de périodes climatiques extrêmes : pluies torrentielles de 2010, sécheresse de 2011, inondations exceptionnelles de 2012. Par ailleurs, cette forte exposition aux phénomènes climatiques oblige également l'ensemble des acteurs nationaux à considérer avec la plus grande attention les conséquences liées au changement climatique. Il faut ajouter enfin que les caractéristiques sociales et économiques du pays ainsi que le manque d'outils de planification et de contrôle des constructions (absence ou inadéquation des plans d'aménagement, faiblesse des matériaux, zones inondables investies par des habitations et/ou des infrastructures de services, élévations d'ouvrages mal étudiées...) accentuent l'impact de ces phénomènes en générant une vulnérabilité importante.

Depuis plusieurs années déjà, le Gouvernement Nigérien a montré l'importance qu'il portait à la Réduction des Risques de Catastrophes (RRC) et à la Préparation et Réponse aux Urgences (PRU). Le pays a en outre été désigné en 2012 comme faisant partie du « *Political champions group for disaster resilience* ». Le Niger bénéficie à ce titre d'une attention toute particulière dans le domaine de la RRC. Attention par ailleurs renforcée par la situation stratégique du pays au Sahel.

Ces travaux ont débouché sur une volonté de doter le pays d'un plan d'action national en la matière. Deux premières missions (juin 2013 puis mars 2014) ont permis de rédiger un rapport d'évaluation des capacités soumis à la discussion avec les institutions gouvernementales et ses partenaires en mai 2014 et validé en septembre de la même année. L'évaluation des capacités s'est basée sur des entretiens au niveau central avec un ensemble important de structure intervenant dans la RRC et la PRU (ministères, DGPC, DNPGCCA, CNLA, agences du SNU, ONG, Croix Rouge...) et sur l'analyse de vastes ressources documentaires.

Le présent Plan d'Action National de renforcement des capacités en RRC et PRU se base sur les conclusions et les recommandations de ce rapport. Ces dernières ont donc été reprises en guise de premiers points introductifs au plan. Il convient de souligner qu'en raison de la période de transition durant laquelle ces exercices ont été menés, le rapport d'évaluation des capacités et le plan d'action reposent sur deux cadres différents : le Cadre d'Action de Hyōgo (CAH) et ses cinq piliers pour le premier, et le nouveau Cadre de Sendai pour la RRC (CSRRC), adopté le 18 mars 2015, pour le plan d'action. Ce dernier cadre repose pour sa part sur quatre piliers. Une analyse plus précise permettrait de mettre en évidence les différences entre ces deux cadres d'action. Dans notre cas, il importe de relever deux liens ainsi qu'une différence majeure pour pouvoir mieux comprendre les liens entre le rapport d'évaluation, dont une rapide synthèse est proposée dans les pages suivantes, et le plan d'action national en lui-même :

- L'ancien pilier 1 du CAH, qui concernait les cadres institutionnels, normatifs et stratégiques/politiques, est devenu le pilier 2 du CAS (Renforcer la gouvernance et les institutions pour gérer les risques de catastrophe).
- Les anciens piliers 2 et 3 du CAH sur l'évaluation des risques et la gestion de l'information (2) et l'éducation et la sensibilisation (3) ont été réunis dans le pilier 1 du CAS (Comprendre les risques de catastrophe).

- Même s'ils changent d'intitulés, les piliers 3 et 4 du CAS restent globalement les mêmes que les piliers 4 et 5 du CAH¹. Toutefois, une différence majeure est à souligner ici : la place importante du relèvement dans le pilier 4 du CAS.

Enfin, et toujours dans le but de mieux comprendre la méthodologie d'élaboration du Plan d'Action National, cet outil s'appuie et s'articule sur et avec l'ensemble des planifications sectorielles existantes pour ne pas créer de confusion ou de redondance. Il a donc été choisi de mettre en relief les liens avec ces planifications au sein même du descriptif des activités et de les ajouter dans le détail en annexe afin de pouvoir plus facilement faire l'articulation qui s'impose.

Une série d'actions prioritaires ont ainsi été identifiées pour chaque pilier du CAS avec pour chacune d'entre elles, une ou des institution(s) responsable(s) de leur mise en œuvre, les partenaires et les ressources nécessaires et déjà mobilisées pour la période 2015-2018.

¹ Encore une fois, nous soulignons ici des différences générales et les points communs et différences entre les piliers 3 et 4 du CAS et les piliers 4 et 5 du CAH devraient faire l'objet d'une analyse plus approfondie qui n'a pas sa place ici. L'objectif de ce court paragraphe est en effet de mettre en évidence les passerelles existantes entre les deux cadres pour une meilleure compréhension des liens entre deux organisations différentes des documents majeurs du processus d'évaluation et de renforcement des capacités en RRC et PRU.

Synthèse des résultats et des recommandations pour le renforcement des capacités

Priorité 1 : Cadre institutionnel

Veiller à ce que la réduction des risques de catastrophe soit une priorité nationale et locale et à ce qu'il existe, pour mener à bien les activités correspondantes, un cadre institutionnel précis.

1. Capacités existantes

- Les autorités nationales de plus en plus conscientes de la nécessité d'investir dans la RRC (3N).
- Une législation basée sur des décrets de mise en place de structure: Dispositif, PC.
- Des cadres stratégiques sectoriels qui participent à la RRC : PICAG, PDES 2012-2015, SDDCI.
- 2035, UNDAF 2014-2018, autres cadres de soutien des PTF.
- Il existe une Stratégie nationale en RRC qui date de 2013.
- Il y a des structures solides : DNPGCCA (SP, CC/SAP/PC, CCA/GC, FS, CCH), PC, Ministère du Plan, 3 N, BM, ONG, CR/FICR, etc.
- Il existe une Plateforme nationale pour la RRC.
- Le Budget de l'Etat contribue largement à la RRC.

2. Défis et lacunes

- Il manque une compréhension commune de la RRC, de ses concepts comme de son importance dans le développement du pays.
- Il n'existe pas encore de cadre normatif spécifique à la RRC mais il y a un projet d'une stratégie nationale.
- La RRC n'est pas encore assez pris en compte dans les planifications et les stratégies sectorielles.
- Malgré sa validation, la plateforme nationale de RRC n'est pas encore opérationnelle.
- On ne connaît pas la part réelle du budget de l'Etat consacré à la RRC et partant, il n'existe pas de budget spécifique alloué à la RRC.

3. Recommandations

- **Effectuer des séances de sensibilisation sur la RRC** au plus haut niveau de l'Etat, y incluant les parlementaires, les préfets et maires, afin de les sensibiliser sur la nécessité d'investir dans la RRC.
- **Etablir un cadre législatif national spécifique à la RRC et à la gestion des catastrophes y compris la préparation et réponse aux urgences** qui permettrait de bien définir aussi les rôles des différentes institutions nationales.
- En parallèle, effectuer un **inventaire complet de toutes les lois sectorielles** afin de les renforcer/actualiser sur les aspects de RRC y compris la préparation et réponse aux urgences. Ceci peut se faire à travers un appui et la formation de certains juristes au niveau national.
- **Pour plus d'efficacité dans la coordination pour la RRC et dans le souci d'avoir un leadership fort**, le gouvernement doit prendre une décision sur l'instance qui devra coordonner la RRC au Niger (DNPGCCA, Ministère du Plan, etc.). Cette instance devra être dotée de compétences et d'outils lui permettant d'influencer les divers ministères à intégrer la RRC dans leur planification, et à pouvoir assurer un soutien technique à chacune de ces entités pour leurs activités de réduction des risques. Il serait de plus souhaitable d'avoir un point focal en matière de RRC dans l'unité de planification de chaque ministère.
- **Revitaliser la plateforme nationale pour la RRC** et assurer une formation à ses membres sur le rôle et les responsabilités d'une telle structure.
- **Soutenir activement les différents ministères dans l'élaboration de futurs plans d'action qui devront soutenir la mise en œuvre du plan de développement Niger 2035** en collaboration avec le Ministère de la Planification et du Ministère des Finances, afin de s'assurer d'une meilleure intégration des aspects de RRC dans le plan.
- Elaborer une **politique, une stratégie et un plan d'action national pour la RRC**. Le plan d'action national servira de base de travail pour la plate-forme nationale en RRC. Il devra en outre refléter les différentes activités en cours ou planifiées dans le pays de tous les acteurs (ministères, agences du SNU, ONG, etc.). Il s'agit d'assurer une meilleure coordination et utilisation des ressources. **Il sera très important de veiller à ce que le nouveau plan national en RRC considère les communes de convergences comme le point d'entrée principal pour les activités.**
- **Evaluer le niveau actuel de contribution du budget national aux activités de RRC** dans divers secteurs. Il faudra s'assurer d'un financement adéquat et systématique au budget National pour la RRC dans les divers secteurs.

Priorité 2 : Identification des risques et des catastrophes

Mettre en évidence, évaluer et surveiller les risques de catastrophe et renforcer les systèmes d'alerte rapide.

1. Capacités existantes

- Des institutions techniques qui ont des compétences : Météorologie, CNLA, DGA, DGE, MINSAN, MINURB/ASS, etc.

- Il existe déjà beaucoup d'études de vulnérabilités sur la sécurité alimentaire (outils).
- Expertise en Système d'Information Géographique (SIG) et déjà une première production cartographique sur les risques (DNPGCCA).
- Des experts travaillent en ce moment au développement d'un système DESINVENTAR – données sur désastres (pertes et dégâts pour 20 ans).
- Il y a des systèmes d'alertes précoces qui se mettent en place, et dont certains fonctionnent déjà bien.
- Des experts travaillent sur la modélisation des risques de sécheresse dans le pays et d'inondation à Niamey et Diffa.
- Sur financement de la Banque Mondiale, un projet de RRC et de développement urbain est en début d'exécution.
- Un SIG sur les risques climatiques est en développement (CNEDD).
- Des experts travaillent sur le Schéma National d'Analyse et de Couverture de Risque (SNACR) au niveau de la Direction Générale de Protection Civile.

2. Défis et lacunes

- Il n'existe pas d'évaluation complète des risques même si une évaluation des sécheresses a été faite.
- Il faut renforcer le SAP et son SIG pour développer la cartographie et l'analyse des risques déjà entamées.
- Il n'existe pas de base de données spécifique sur les risques.
- Il n'existe pas d'Observatoire des risques ni de bibliothèque virtuelle qui permettent de suivre l'évolution des risques et de partager des informations générales et spécifiques sur ces phénomènes.
- Besoin de renforcement des systèmes d'information et d'alerte locaux (OSV/SCAPRU)

3. Recommandations

- **Mise en place d'un système d'information intégré sur la RRC & ACC.** Appuyer le gouvernement à créer un tel système d'information à travers le renforcement des outils de gestion environnementale, de l'évaluation et de cartographie des risques, renforcement du suivi climatique et des SAP, etc.
- Il y a un vrai et urgent besoin de **formation du personnel** sur les concepts du risque, sur la capacité d'analyser le risque, de la transmettre aux autorités de manière compréhensible, et d'utiliser l'information dans la planification. En plus, il faudra renforcer la collaboration entre les différents secteurs techniques à travers un mécanisme de concertation où chacun pourrait être informé sur le type d'information qui est généré par chacun des services.

- **Afin de pouvoir effectuer une évaluation des risques, mettre en place une base de données statistique qui contiendra toutes les informations** sur les aléas, catastrophes naturelles passées ainsi que sur les informations démographiques, sociales et culturelles, économique, et sur les infrastructures importantes telles les écoles ou les établissements de santé par communauté.
- **Effectuer une évaluation des risques et produire le «Profil de risques et de la vulnérabilité au Niger».** Une telle activité passe nécessairement par le renforcement des capacités techniques des services de cartographie afin qu'ils puissent générer de l'information utilisable à l'aide d'un Système d'Information Géographique (SIG).
- **Mettre en place un Observatoire National du Risque pour le Niger** qui centralisera l'information sur les risques transmise par toutes les différentes institutions techniques du pays. Une telle information devrait servir dans les processus de planification au niveau national.
- **Développer une bibliothèque nationale virtuelle, pour y cataloguer toutes les évaluations de risques et l'information relative à ces mêmes risques** en un endroit précis. C'est généralement la première étape dans le développement des données nationales et d'un règlement relatif au partage de l'information. Cette étape permet de créer un système intégré d'information sur les risques de catastrophes naturelles au niveau national.
- Concernant **l'alerte précoce**, il faudra revoir tous les mécanismes existants et **mettre en place un mécanisme centralisé** avec des standards et protocoles d'alerte bien définis sur les tendances de risques qui se développent à long terme et qui ont un potentiel impact sur le développement du pays.
- Appuyer les capacités de veille des Centre de Transmission d'Alerte (CTA) de la Protection Civile à travers le renforcement des capacités techniques des salles 18 des unités de sapeur-pompiers.

Priorité 3 : Connaissances, innovations et éducation

Utiliser les connaissances, les innovations et l'éducation pour instaurer une culture de la sécurité et de la résilience à tous les niveaux.

1. Capacités existantes

- Les autorités de l'éducation sont très conscientes du fait que l'éducation véhicule des connaissances favorables à une culture de la sécurité et à la résilience des populations.
- Les principaux acteurs sont d'accord sur le fait qu'il y a besoin de sensibiliser les jeunes très tôt sur leur environnement et ses risques.
- Le curriculum de formation des enseignants au primaire et secondaire est ouvert à diverses propositions (collaboration UNICEF et MINEDUC sur l'intégration de la RRC dans les curriculums). Et, l'Université et les centres de formation sont ouverts au partenariat.
- Des institutions nationales (PC, CRN) et certaines ONG ont les capacités pour faciliter les formations.

- Les acteurs ont l'habitude et les capacités de mener des campagnes de sensibilisations à tous les niveaux du pays.
- Certaines structures d'enseignement supérieur proposent des masters avec des options gestion de catastrophes.
- La recherche scientifique se développe dans le pays.

2. Défis et lacunes

- Les élèves de primaire et de secondaire ne sont pas sensibilisés sur les risques et leurs professeurs ne sont pas formés pour dispenser cette sensibilisation.
- Il n'existe pas encore de formation de haut niveau formant des professionnels nigériens à la gestion des risques et des catastrophes.
- La thématique est encore trop peu abordée dans les formations sectorielles importantes (droit, science politique, santé, ingénierie...).
- Il n'existe pas de formation post-universitaire ou professionnelle.
- La population est encore trop peu sensibilisée sur ces phénomènes.
- Les journalistes ne savent pas encore assez bien traiter du sujet.

3. Recommandations

- **L'introduction de la problématique RRC dans les curricula scolaires adaptée à chaque niveau, primaire et secondaire**, notamment dans le cadre des cours de géographie, biologie ou sciences de l'environnement. Ce travail doit comprendre le développement des documents et matériels d'appui à la formation scolaire (manuels didactiques, jeux, etc.) et la formation des enseignants, avec l'appui d'UNICEF.
- **La révision du contenu du Master en Sciences de l'Environnement pour assurer l'inclusion de questions liées à la réduction des risques de catastrophes**, y compris des risques climatiques.
- **Encourager l'inclusion des questions liées à la réduction des risques de catastrophes, y compris des risques climatiques, au sein des cursus des diverses facultés de l'Université.**
- **La mise en place d'un programme de formation postuniversitaire (Diplôme ou Master) spécifiquement centré sur la réduction des risques de catastrophes et l'adaptation aux changements climatiques** à travers la collaboration avec d'autres universités et centres de recherches dans la région, sur le continent ou dans d'autres régions.
- **La mise en place d'opportunités de promotion de la recherche et d'exploitation de ses résultats** pour l'amélioration des systèmes de connaissance sur les risques de catastrophes, y

compris des risques climatiques notamment à travers des collaborations Sud-Sud avec d'autres institutions techniques à l'étranger.

- **La mise en place d'une unité nationale d'information et de communication pour la prévention des risques et la gestion des catastrophes** au sein de la Plateforme Nationale et la mise en place d'un programme de travail annuel (qui comprendra des activités telles que celles recommandés par la suite).
- **La mise en place d'un programme de formation professionnelle continue étalé sur plusieurs années et organisé par la Plateforme Nationale/DNPGCCA** ciblant les cadres de la Protection Civile et des professionnels au sein des divers ministères (membres de la Plateforme Nationale et autres cadres), les ONG et autres acteurs nationaux.
- **Organiser des formations et des formations de formateurs en RRC pour les membres de la Plateforme Nationale** et assurer l'accès des membres de la Plateforme Nationale aux opportunités de formation au niveau régional (par exemple organisées par la CEDEAO, le SNU, et les autres partenaires à la coopération internationale).
- **La mise en place d'un programme d'information et d'éducation sur la RRC au grand public géré par la Plateforme Nationale.** Le Programme comprendra la célébration de la Journée Internationale de la RRC chaque mois d'octobre au niveau national et provincial, ainsi que des programmes de sensibilisation communautaire sur des thématiques spécifiques en collaboration avec les ONG et les Bureaux de la Croix Rouge. Identifier des personnalités nationales influentes qui seraient des champions/ambassadeurs de la cause RRC et qui pourraient soutenir les campagnes de sensibilisation. Des guides sur l'organisation de la Journée Internationale de la RRC existent et sont disponibles auprès d'UNISDR.
- **La mise en place de campagnes telles que « Les villes sûres » (pour les principales villes du Niger), « Les écoles sûres » et « Les hôpitaux sûrs »** qui ont été initiées à l'échelle mondiale par UNISDR.
- **L'intégration des questions liées aux catégories de populations particulièrement vulnérables** dans toutes les activités de sensibilisation, selon la culture, le sexe, la condition physique et d'autres facteurs qui renforcent ou affaiblissent les capacités de résilience aux catastrophes. Il est important de noter que les femmes et les hommes accèdent différemment à l'information dans les situations de catastrophes. Par ailleurs, les personnes âgées, les handicapés, les enfants et les autres groupes défavorisés sur le plan socio-culturel sont souvent plus vulnérables.
- **Renforcement des capacités des journalistes** à travers des sessions de sensibilisation et de formations menés au sein de la Plateforme Nationale.
- **Production d'outils de communication et sensibilisation** (audiovisuels, écrits) et la diffusion de programmes de sensibilisation des communautés (programmes radio).
- **Renforcement des capacités des ONG** à travers des sessions de sensibilisation et de formations menées au sein de la Plateforme Nationale.

Priorité 4 : Réduire les facteurs de risque

Réduire les facteurs de risque sous-jacents.

1. Capacités existantes

- Pour les **facteurs environnementaux**, le Niger a déjà signé des conventions internationales (UNCBD, UNFCCC, UNCCD) et a développé des cadres stratégiques et de planification (PNEDD, PANA, programmes pour la gestion durable des terres, la protection de la biodiversité, l'énergie et le développement durable...). Le pays souscrit en outre à l'ARC.
- Pour les **facteurs socio-économiques**, il existe un certain nombre d'initiatives opérationnelles (3N, distribution gratuite de vivres et ventes à prix modéré du DNPGCCA...) ainsi que des programmes et planifications (Plan de développement sanitaire, Stratégie de développement durable de l'élevage, Programme de protection des groupes les plus vulnérables, programmes des PTF...).
- Pour la **planification territoriale**, le Niger dispose d'une politique nationale d'aménagement du territoire (2014), à Niamey, se développe le projet « Niamey la niala » pour l'aménagement du fleuve. Enfin, et cela dépasse les seuls aspects de planification territoriale, la Banque Mondiale a accordé un prêt de 106.65 millions de US\$ pour la gestion des risques de catastrophes et de développement urbain.

2. Défis et lacunes

- Comme déjà observé dans la priorité 1, la RRC est encore trop peu prise en compte dans les planifications et stratégies sectorielles.
- Il n'y a pas assez de professionnels formés en RRC ainsi qu'en ACC dans les ministères, capable d'intégrer ces problématiques dans leur planification.
- Les liens entre la RRC et l'Adaptation au Changement Climatique (ACC) ne sont pas encore assez mis en évidence.
- Les services sectoriels qui traitent de facteurs de risques sous-jacents (environnement, aménagement du territoire, gestion de l'eau et de l'assainissement...) manquent de moyens pour accomplir la mission qui leur a été confiée.
- En matière d'aménagement du territoire, les autorités manquent d'outils pour planifier et contrôler le développement. D'autre part, même quand les outils de planification existent, il est difficile de les faire respecter.
- La protection sociale est encore trop peu développée, et pourtant elle favoriserait la diminution de la vulnérabilité des groupes de population les plus fragiles.

3. Recommandations

- **Entreprendre une revue des programmes et plans d'action de développement sectoriels au sein des différents ministères** afin d'identifier les activités qui contribuent à la réduction des

risques de catastrophes. Ce travail doit inclure des analyses d'impacts économiques des catastrophes et sur les effets des changements climatiques sur les secteurs du développement.

- **Entreprendre une revue des divers projets et programmes financés par les partenaires à la coopération internationale** dans les domaines de la réduction des risques, de l'adaptation au changement climatique, de la sécurité alimentaire, de la protection de l'environnement, de la résilience, etc. Ceci afin d'avoir une vue d'ensemble sur les zones d'intervention, les activités spécifiques, les acteurs impliqués et les ressources allouées (par exemple, les projets soutenus par les BM, BAD, GIZ, UE, JICA, agences des Nations Unies, etc.).
- **Intégration de la réduction des risques de catastrophes, y compris des risques associées à la variabilité et au changement climatique, dans les politiques sectorielles** à travers la mise en place ou l'optimisation d'un groupe de travail intersectoriel au sein de la Plateforme Nationale, ou encore la création d'une **cellule de coordination** au niveau de l'institution qui sera désignée comme coordinatrice nationale pour la RRC. Cette cellule devra ainsi constituer un cadre de concertation pour effectivement intégrer la RRC dans les différents secteurs.
- **Renforcer la capacité des institutions nationales de planification à travers la mise en place d'un programme de formation et le développement d'outils méthodologiques dans le domaine de l'intégration (« mainstreaming ») de la réduction des risques de catastrophes** (y compris les risques associées à la variabilité et au changement climatique) dans les programmes et plans d'actions de développement sectoriels. La démarche à adopter doit englober tous les niveaux de l'administration et doit permettre de mobiliser les acteurs clés et d'améliorer la coordination avec les mécanismes existants de réduction des risques de catastrophe.
- **Le renforcement de la résilience des communautés locales : intégration de la réduction des risques de catastrophes, y compris les risques associés à la variabilité et au changement climatique, dans les programmes de développement des Communes de Convergence.** Les processus de consolidation de la paix ainsi que les stratégies et programmes de relèvement devraient prendre en compte les effets négatifs du changement climatique et des catastrophes naturelles sur les femmes et les hommes vulnérables, et contribuer au renforcement des capacités d'adaptation des communautés locales.

Pour la gestion de l'environnement

- Assurer la mise en œuvre/révision/actualisation des divers Plans d'action de l'environnement, comme ceux pour la gestion de la biodiversité ou la lutte contre la désertification, etc. avec une prise en compte des éléments pertinents à la gestion et réduction des risques de catastrophes.
- Développer des outils et matériels de vulgarisation de la législation et des politiques environnementales en direction des institutions gouvernementales décentralisées (niveau provincial et communautaire) et auprès des communautés locales dans la langue locale.
- Introduire des éléments relevant des risques de catastrophes, y compris les risques associées à la variabilité et au changement climatique, dans les méthodologies pour les études d'impact environnemental.

Pour la gestion des ressources en eaux/Eau et assainissement

- Doter les Services Techniques Municipaux avec les moyens techniques et financiers pour la mise en place et le contrôle des mesures visant la gestion des eaux usagées, la collecte, la décharge et la transformation des déchets, etc.
- Organiser des événements de sensibilisation du public, en ciblant plus spécifiquement les jeunes, pour la Journée Mondiale de l'Eau.

Pour l'agriculture, l'élevage et la sécurité alimentaire

- Promulguer la *Loi d'Orientation Agricole* (en cours de validation technique), transformer l'Initiative 3N en *Politique de Développement Agricole*, et le Plan d'Action des 3N en *Plan de Programmation de l'Agriculture 2014-2015*.
- Impliquer les **ministères sectoriels** (au bout de la chaîne) dans la formulation et la mise en œuvre de programmes du gouvernement dès le début, pour une meilleure intervention.
- Doter les communes des **services techniques adéquats**, impliquer le staff technique dans les diagnostics de terrain (e.g. pour pouvoir réaliser des études d'impact économique).
- Vulgariser le principe de la prévention des risques de catastrophes, y compris les risques associées à la variabilité et au changement climatique dans les programmes du secteur agricole et de l'élevage.
- Mettre ensemble le **savoir-faire local** et le **savoir-faire scientifique** et les valoriser de façon conjointe au bénéfice des producteurs.
- Renforcer le **capital humain, financier et logistique** de la DGA pour pouvoir mieux appuyer les producteurs.
- Veiller au respect et au suivi des normes et du calendrier agricole pour la disponibilité des intrants (semences).
- Afin de diminuer les pertes agricoles, mettre en place des mécanismes de garantie des marchés d'écoulement des produits aux producteurs.
- En collaboration avec les ONG qui mènent des activités au niveau local, organiser des ateliers de formation et sensibilisation des populations sur la mise en œuvre des mesures et le maintien des équipements mis à disposition à travers des projets notamment pour l'irrigation, le système de drainage urbain, la gestion des systèmes d'eau, conservation des eaux pluviales pour l'arrosage et l'usage ménager, et des structures de stockage agricole.
- Constituer des greniers de sécurité alimentaires dans les provinces à risque.
- **Sensibiliser les éleveurs**, et communiquer au sujet des maladies animales (en réduisant l'impact des maladies, il est possible d'éviter la perte de 50% du cheptel).

- Renforcer le lien entre crises alimentaires fourragères → maladies → santé animale, et prendre en compte des **maladies négligées** (e.g. Niger est pays d'accueil pour la trypanosomiase).
- Relier le réseau de surveillance des différents services techniques (agriculture, élevage, etc.) au SAP.

Pour l'aménagement du territoire et l'urbanisme

- Renforcer le rôle de la Direction de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme en matière de coordination afin que les futurs investissements en infrastructure au Niger tiennent compte des risques que posent certains aléas tels que les inondations.
- Mitigation des inondations : il faudrait mettre en place des œuvres infrastructurelles pour la protection des berges du fleuve ainsi que faire des travaux pour éviter que le sable détériore les terres cultivables et renforcer les digues, qui sont anciennes et endommagées. Un autre projet nécessaire serait de construire un canal pour dévier les eaux.
- Soutenir l'introduction d'un système d'assurance contre les calamités naturelles dans le pays et effectuer des visites d'échange Sud-Sud concernant les questions d'assurance avec d'autres pays.
- Elaboration, communication et application des normes en matière de conception et de construction couvrant l'ensemble des infrastructures pour s'assurer qu'elles peuvent résister aux calamités naturelles telles que les inondations, les éboulements de terre, les feux de brousse, etc.
- Renforcer les mécanismes de contrôle, et mettre à disposition des moyens pour contrôler les projets de construction et le respect des codes/normes.
- Initier une campagne sur les « Ecoles sûres ». Etablir une carte d'identité des établissements scolaires avec un minimum de standard de sécurité vis-à-vis des divers aléas naturels. Préparer un plan d'action avec le Ministère de l'Education pour un renforcement physique (retrofitting) des écoles dans les zones à risque.
- Initier une campagne sur les « Hôpitaux sûrs ». Etablir une carte d'identité des établissements de santé avec un minimum de standard de sécurité vis-à-vis des divers aléas naturels. Préparer un plan d'action avec le Ministère de la Santé pour un renforcement physique (retrofitting) des structures de santé dans les zones à risque.

Pour la santé publique

- Le Ministère de la Santé, au niveau central et provincial, assure que les services préventifs, curatifs et promotionnels sont utilisés par la population, en particulier les groupes vulnérables, incluant celles à risques de catastrophes naturelles (zones d'inondations, sécheresse, feux).
- Le Ministère de la Santé au niveau central et provincial maîtrise et suit l'évolution des principales maladies transmissibles ainsi que de celles à tendance épidémique suite à des catastrophes naturelles, notamment les inondations.

- Les capacités des services de santé au niveau local (cliniques communautaires/ collinaires) sont renforcées à travers la décentralisation du personnel, l'acquisition des équipements, des médicaments pharmaceutiques, les mesures préventives de constitution de stocks, l'intensification de la surveillance épidémiologique.

Pour la Protection sociale et la dimension genre

- Les populations des communes de convergence les plus vulnérables aux catastrophes naturelles les plus fréquentes au Niger utilisent les dispositifs de prévention, d'adaptation, de protection et mettent en œuvre des mesures de réduction des risques de catastrophes.
- Etudier et prendre des mesures destinées à combattre la pauvreté structurelle des ménages.

Tous les programmes liés à la RRC (et établis en fonction des recommandations ci-dessus) qui seront proposés dans le plan d'action nationale en RRC devront se focaliser dans leurs mises en œuvre en priorité sur les communes de convergences, et autres régions telles que Diffa, considérée comme une priorité.

Priorité 5 : Préparation en prévision des catastrophes

Renforcer la préparation en prévision des catastrophes afin de pouvoir intervenir plus efficacement à tous les niveaux lorsqu'elles se produisent.

1. Capacités existantes

Il existe un cadre normatif :

- Loi pour la gestion des catastrophes
- Stratégie nationale de gestion des catastrophes
- Structure de gestion des catastrophes aux niveaux national et local
- Comité interministériel de suivi des inondations (CISI)
- Comité technique national de prévention, gestion et suivi des inondations (CTNPGSI)
- Expérience dans la gestion des catastrophes
- Partenariat diversifié pour la mobilisation des ressources

Le Niger dispose aussi de capacités opérationnelles en préparation et réponse aux urgences :

- Le Système d'Alerte Précoce (SAP) et des bases solides pour la gestion de l'information et la communication
- Un service de météorologie national qui dispose de matériels pour la prévision
- Un plan de contingence national (Plan Orsec) et une structure de coordination
- Un centre opérationnel d'urgence
- L'existence de certains indicateurs pour l'évaluation des besoins

- Plusieurs structures opérationnelles comme les sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers militaires
- Un Centre Opérationnel de Veille d'Alerte et de Conduite de Crise (COVACC) est en cours de mise place par la DGPC

2. Défis et lacunes

- Les expériences passées de gestion de catastrophes sont encore trop peu capitalisée.
- Il manque un plan de contingence national multirisque actualisé, simulé et opérationnel.
- Il manque des outils locaux de planification et de préparation aux urgences.
- Les structures en charge de la préparation et la réponse aux urgences manquent de moyens pour accomplir leur mission dans de bonnes conditions.
- Les partenaires du Gouvernement (SNU, ONG, Croix Rouge, Société Civile...) ne sont pas assez impliqués dans le travail du Comité interministériel de gestion des catastrophes.
- Le Comité interministériel de gestion des catastrophes n'est pas assez actif hors période de désastre.
- Même si le pays dispose d'un SAP au niveau du DNPGCCA, il manque encore de moyens pour le rendre plus efficace pour l'alerte rapide, ainsi que le suivi et la coordination en cas de catastrophe.
- La coordination des opérations assurée par la DGPC n'est pas assez visible et se limite seulement au secours d'urgence.

3. Recommandations

Très court terme

- Organiser dans le court terme un atelier de retour d'expériences des inondations. Cet atelier permettra de renforcer la coordination en prélude à la prochaine saison des pluies (déjà fait).
- Réviser le plan national de contingence multirisque conjointement avec les partenaires principaux et établir des liens avec les autres plans existants. Il s'agit de développer rapidement un mécanisme de coordination entre tous les acteurs pour une synergie dans les actions. Répliquer ce plan au niveau local.
 - Identifier les déclencheurs permettant de déterminer les seuils d'intervention.
 - Harmoniser des outils d'évaluation des besoins en élaborant une fiche d'évaluation rapide avec des indicateurs communs (opérabilité des données).
 - Doter les communes, les structures spécialisées (Protection Civile, etc.) et la société civile de fonds d'urgence et de moyens avec des procédures simples permettant d'agir au moment approprié.
 - Sensibiliser tous les acteurs et les populations à la préparation des risques de catastrophes.

- Développer un Système d'Alerte Précoce (SAP) national multirisque en y intégrant les autres SAP sectoriels et renforcer ce type de système au niveau régional.
- Développer une stratégie de communication en impliquant les médias dans la phase de préparation afin de faciliter la diffusion des messages avant et pendant la catastrophe.
- Organiser un exercice simulation impliquant tous les premiers répondants.
- Mettre en place un plan de suivi, incluant un comité, pour la mise en œuvre des recommandations.

Moyen terme

- Réunir toutes les structures œuvrant dans la gestion des catastrophes sous une Agence Nationale de Gestion des Catastrophes et de Coordination des Actions Humanitaires. La présence de la CCH au sein du dispositif a un aspect positif mais pourrait aussi provoquer des lourdeurs administratives lors d'une phase d'urgence.
- Accélérer la vulgarisation de la Stratégie nationale pour la gestion des catastrophes qui clarifie les rôles et responsabilités des structures existantes pour tous les acteurs et les populations.
- Sur la base de la stratégie nationale pour la gestion des catastrophes, développer des stratégies régionales, communales, etc. Cela permettra de décentraliser les moyens au niveau des communes pour favoriser une meilleure réactivité dans les réponses d'autant que ces populations se trouvent en ligne de front quand surviennent les désastres.
- Adopter une nouvelle loi pour la gestion des catastrophes supportée par des textes applicatifs.
- Permettre une participation active aux travaux du Comité Interministériel de Gestion des Catastrophes de tous les acteurs nationaux impliqués dans la gestion des catastrophes et des crises (Ministères, Communauté académique, Croix Rouge nigérienne, Société Civile, Secteur Privé) et des organismes internationaux présents au Niger.
- Réactiver et modifier les termes de références du Comité interministériel en y instituant l'organisation de deux réunions annuelles ordinaires – une avant la saison des pluies et une autre après afin de tirer les leçons.
- Renforcer le SAMU afin de faciliter son accès par les populations.
- Renforcer la formation des intervenants nationaux en gestion des catastrophes (compréhension de la GRC, gestion de cluster, conception de projets, aspect civil-militaire, etc.).
- Accélérer la création du Centre Opérationnel de Veille d'Alerte et de Conduite de Crise (COVACC) et des Centre Conduite opérationnel des Régions, qui regrouperaient les intervenants clés dans toute la chaîne d'une catastrophe potentielle (avant, pendant et après). Cela faciliterait la prise de décision des autorités et la coordination des acteurs.

- Doter les brigades de lutte antiacridienne de moyens de prévention adéquats tels que des GPS et d'un système satellitaire de transmission de l'information.
- Renforcer le système de gestion de l'information et sa coordination mis en place au sein du DNPGCCA. Cela doit être fait aussi bien au niveau national que local pour la prise de décision pour les activités de coordination, à la préparation et la réponse. Cela permettra le suivi des activités des cellules du DNPGCCA et créer des synergies entre elles.
- Elaborer une stratégie et des outils de sensibilisation et d'éducation (curriculum) au sujet de la préparation face aux catastrophes.
- Renforcer les actions de sensibilisation de la population au sujet de la prévention et de la préparation face aux catastrophes.
- Rapprocher les stocks de biens humanitaires au plus proche des zones vulnérables

DRAFT

Plan d'Action National : Matrice des Résultats et des Ressources

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	Ressources nécessaires	Ressources allouées
Priorité 1 du CSRRRC. Comprendre les risques de catastrophe									
<i>Evaluation des risques et gestion de l'information</i>									
1.1. Les cadres législatifs, institutionnels et organisationnels sont renforcés.	<u>Activité 1.1.1.</u> S'assurer que l'importance de l'évaluation et la surveillance des risques de catastrophe ainsi que des systèmes d'alerte précoce soient pris en compte dans les cadres normatifs sur la RRC (voir A. 2.1.1)	PFN Réseau de parlementaires sur la RRC	SNU CILSS ONGs internationales	x	x			Réunions de travail Journées parlementaires de plaidoyer Entre dans le budget de la PFN	
	<u>Activité 1.1.2.</u> Clarifier et poser les rôles et responsabilités du DNPGCCA, en tant que structure nationale chargée de la centralisation, de la coordination et du traitement des données sectorielles pour une analyse complète des risques.	PFN DNPGCCA (CC/SAP/PC)	CILSS UEMOA CEDEAO SNU ONGs	x	x			Réunions de travail avec les consultants activité 1.1.1.	Voir ressources PDRC/DU Projet ECOAGRIS/UE
	<u>Activité 1.1.3.</u> Améliorer la coordination et la connaissance des différentes initiatives de collectes et d'analyses de	PFN DNPGCCA	CILSS CEDEAO SNU ONGs	x	x	x	x	Réunions de travail. Séances régulières de	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	données en rapport avec les risques : - Dynamiser et renforcer le groupe de travail sur la gestion de l'information réunissant les principales structures en charge de ces sujets. - Elaborer une charte/convention de partage de l'information pour la protection des données et l'amélioration de la connexion entre les différents systèmes d'information. - Organiser régulièrement des séances de partage et de vulgarisation sur les informations disponibles et leur utilité pour l'aide à la décision.							communication Entre dans le budget de la PFN	
	<u>Activité 1.1.4.</u> Les capacités du DNPGCCA sont renforcées pour développer un système d'information qui permette une approche intégrée et multirisques de l'information et de l'alerte au Niger.	DNPGCCA	Banque Mondiale	x	x	x	x	Voir projet développé avec la Banque Mondiale et Plan d'action.	
	<u>Activité 1.1.5.</u> Définir les mécanismes de collecte et traitement de l'information et mettre en évidence l'obligation	PFN DNPGCCA	CILSS UEMOA CEDEAO SNU ONGs	x	x			Réunions de travail	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	d'effectuer régulièrement des évaluations des risques.								
1.2. Les risques sont évalués au niveau national et des méthodologies, et mécanismes d'évaluation et de suivi sont définis.	<u>Activité 1.2.1.</u> Faire une Analyse de la Situation du Pays (Country Situation Analysis) pour connaître le niveau d'information disponible en matière de risques.	PFN DNPGCCA	PNUD PFRRC/UA	x				Consultance internationale de 90 jours. 20 millions FCFA (40 000 US\$)	Fait par la Banque Mondiale
	<u>Activité 1.2.2.</u> Finaliser l'évaluation des risques d'inondation à Niamey et l'élargir à tout le territoire Nigérien.	PFN DNPGCCA	PNUD/BPPS WB CILSS ABN, Projet PDRC/DU ARC	x	x			Voir le coût avec Diawoye	
	<u>Activité 1.2.3.</u> A partir des évaluations des risques, mettre en place au sein du SAP un outil informatique d'aide à la décision permettant une actualisation régulière de la situation à toutes les échelles pour son suivi et pouvoir faire des projections.	PFN DNPGCCA (SAP)	PNUD WB		x			Environ 607 millions FCFA (1 million US\$) Coût avec l'évaluation des risques.	
	<u>Activité 1.2.4.</u> Appuyer la mise en place actuelle d'une base de données de type DESINVENTAR sur les catastrophes passées.	DNPGCCA	PNUD UNISDR	x				Voir le coût avec Diawoye	Déjà pris en charge à 100%
	<u>Activité 1.2.5.</u> Définir une méthodologie nationale de collecte et d'analyse des données ainsi qu'une charte nationale de	DNPGCCA PFN INS	SNU CILSS CEDEAO ONGs	x				Travail avec le prestataire international pour l'évaluation des	Projet INDS de IGNN/UE, Charte de la CEDEAO

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	partage des informations que les institutions concernées devront signer.							risques d'inondation (2.2.2) : mise à niveau des informations, disposition d'un logiciel de suivi, formation...	
1.3. Les risques sont évalués au niveau local et les mécanismes d'évaluation, de suivi et de remontée de l'information sont mis en place.	<u>Activité 1.3.1.</u> Veiller à la diffusion et au partage des méthodologies et mécanismes de collecte de l'information définis à l'échelle nationale. Les adapter le cas échéant en fonction des réalités locales.	PFN DNPGCCA Autorités locales et régionales	Partenaires présents sur le terrain CILSS, UEMOA, CEDEAO, SNU, ONGs, projet PDRC/DU, ANADIA	x	x	x	x	8 ateliers régionaux. 25 millions FCFA (50 000 US\$)	ANADIA, Projet PDRC/DU, ONGs
	<u>Activité 1.3.2.</u> Renforcer ou créer les SCAP-RU (Systèmes Communautaires d'Alerte Précoce et de Réponse d'Urgence).	DNPGCCA Autorité régionales et locales	OXFAM Partenaires présents sur le terrain CILSS ONGs projet ProCAN PNUD Communauté Economique pour l'Afrique (CEA)		x	x	x		ProCAN, ONGs, SIG Commune/MP Voir projet Oxfam avec financement GFDRR (environ 900 000 USD). Fin du projet : mars 2015.
	<u>Activité 1.3.3.</u> Poursuivre et harmoniser les évaluations participatives des risques pilotes au niveau des communautés (SCAP-RU, CRN-VCA, ONG).	DNPGCCA DGPC Autorités régionales et locales	Partenaires présents sur le terrain CRN ONGs	x	x				ONGs, CRS, ProCAN
1.4. Une base de données centrale	<u>Activité 1.4.1.</u> Etablir une base de	DNPGCCA (produit 1.3 du	CILSS projet		x	x	x	Consultance internationale	Travail en cours par un

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	Ressources nécessaires	Ressources allouées
est mise en place et accessible.	données/observatoire en ligne sur les risques.	plan d'action 2015-2017) Ministère du Plan (Direction de l'Aménagement du Territoire), IGNN	PDRC/DU PNUD						consultant engagé par le PNUD Dakar. Observatoire Afrique de l'Ouest.
	<u>Activité 1.4.2.</u> Elaborer régulièrement des documents d'information sur les risques (bulletins, atlas, articles...).	DNPGCCA PFN	CILSS projet PDRC/DU PNUD		x	x	x	Logiciels d'édition et de publication (suite Adobe) 2,33 millions FCFA (4 700 US\$) Recrutement et/ou formation d'une personne Coûts d'impression 10 millions FCFA/an (5 000 US\$/an)	Projet ECOAGRIS, Projet PDRC/DU
1.5. Les capacités des systèmes d'information directement liés aux risques (analyse d'aléas et traitement des données sur les risques)	<u>Activité 1.5.1.</u> Renforcer les capacités du SAP national pour plus d'efficacité dans l'alerte précoce multirisques à long-terme.	DNPGCCA (produit 1.5 du plan d'action 2015-2017)	SNU ONGs CILSS	x	x	x	x	Budget total (2015,2016 et 2017) prévu par DNPGCCA : 503,5 millions FCFA (1,03 million US\$) pour toutes les structures sous sa direction.	FAO (CPP 2013-2016 : Priorité 1 – Effet 1 – Produit 1. Budget prévu : 1,64 millions US\$ dont 410.000 déjà mobilisés)
	<u>Activité 1.5.2.</u>	DNPGCCA	PDRC/DU	x	x	x	x	Entre dans le	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	Renforcer le service SIG du DNPGCCA pour terminer la cartographie des risques aux niveaux national, régional et local et l'actualiser régulièrement.	(Produit 1.5 du plan d'action 2015-2017)	CILSS SNU					budget de l'activité précédente.	
	<u>Activité 1.5.3.</u> Renforcer les capacités des services météorologiques dans la prévention des risques. Et en particulier : désagréger le réseau d'observation météo jusqu'au niveau communal.	Ministère des transports. Direction de la météorologie nationale (DMN)	OMM ACMAD CILSS BAD (?)	x	x	x	x	Plan d'appui aux services de météo (OMM) : Coût total estimé sur le plan : 38.777.425 US\$ (19 milliards FCFA)	Financement déjà trouvé (gouvernement et partenaires) : 20.550.500 US\$ (10 milliards FCFA). Voir aussi projet de la BAD
	<u>Activité 1.5.4.</u> Suivi hydrologique : Renforcer des capacités de la Direction des ressources en eaux (MHE).	MHE/DRE	MRE ABN CILSS	x	x	x	x	Budget estimé dans Programme intégré : 850 millions FCFA (1,8 millions US\$)	Voir projet de la Banque Mondiale
1.6. La sensibilisation, la formation et l'innovation sont au cœur des cadres juridiques et stratégiques sur la RRC.	<u>Activité 1.6.1.</u> Au sein de la Plateforme Nationale, créer/redynamiser un groupe de travail en charge qui devra : - S'assurer de la bonne intégration de ces questions dans les cadres définis et/ou actualisés - Sensibiliser les différents partenaires et dynamiser la prise de décision sur ces questions.	PFN Ministère de l'Enseignement Primaire, de l'Alphabétisation, de la Promotion des Langues Nationales et de l'Education Civique Ministère des Enseignements Secondaires Ministère de la		x	x	x	x	Réunions de travail avec le consultant pour activité 1.1.1	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	Ressources nécessaires	Ressources allouées
		Formation Professionnelle et Technique Ministère de l'Enseignement Supérieur.							
<i>Education et sensibilisation</i>									
1.7. Les élèves du primaire et du secondaire sont sensibilisés aux risques et aux catastrophes.	<u>Activité 1.7.1.</u> Insérer les thématiques de risques et de catastrophes dans les curricula scolaire en primaire et secondaire.	PFN Ministère de l'Enseignement Primaire, de l'Alphabétisation, de la Promotion des Langues Nationales et de l'Education Civique Ministère des Enseignements Secondaires	UNICEF (proposition d'un projet qui concerne l'éducation et les infrastructures d'éducation. Budget estimé : 1.754.800 US\$) WVI	x	x				
	<u>Activité 1.7.2.</u> Former les enseignants sur les notions de risques et catastrophes.	Ministère de l'Enseignement Primaire, de l'Alphabétisation, de la Promotion des Langues Nationales et de l'Education Civique Ministère des Enseignements Secondaires	UNICEF	x	x	x	x	Recrutement et formation de formateurs	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	Ressources nécessaires	Ressources allouées
1.8. La formation de haut niveau est stimulée pour que le pays dispose de professionnels nigériens en RRC et PRU.	<u>Activité 1.8.1.</u> Soutenir les Universités et les Instituts d'Enseignements Supérieurs Privés dans la création d'un Master en science sociales et humaines sur la réduction des risques et la gestion des catastrophes.	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Universités et Instituts d'Enseignement Supérieur Privé	PNUD	x	x				
	<u>Activité 1.8.2.</u> Insérer cette problématique dans des Masters spécialisés (droit, science politique...), des écoles d'ingénieur, ENAM	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Universités et Instituts d'Enseignement Supérieur Privé		x	x				
	<u>Activité 1.8.3.</u> Stimuler la recherche. - Passer des conventions avec des laboratoires étrangers. - Favoriser l'obtention d'Habilitation à Diriger des Recherches (HDR) pour des professeurs nigériens. - Apporter des ressources matérielles et financières aux laboratoires. - Budgétiser des bourses de recherches pour les étudiants doctorants.	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Universités et Instituts de Recherche (INRAN, LABOCEL, Agrhymet, ACMAD, ICRISAT, IRD...).	SNU	x	x	x	x	Blocage d'un budget pour une ou deux bourse(s) de 3 ans. 50 millions FCFA (100 000 US\$) Matériels informatiques software et hardware. 5 millions FCFA (10 000 US\$)	
1.9. Les professionnels	<u>Activité 1.9.1.</u> Mettre en place une	Universités		x	x	x	x		

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	Ressources nécessaires	Ressources allouées
actuels disposent de possibilités de formation en RRC et PRU pour renforcer leurs compétences.	formation post-universitaire ou professionnelle d'un an en RRC et PRU.								
	<u>Activité 1.9.2.</u> Organiser régulièrement des séances de sensibilisation pour les personnels impliqués dans la RRC et la PRU aux niveaux national et local : - Former des formateurs qui puissent sensibiliser les acteurs concernés à toutes les échelles. - Passer une convention entre l'Université et les partenaires internationaux pour dispenser régulièrement des ateliers de sensibilisation.	PFN CR/DNPGCCA CSR/DNPGCCA	SNU ONG	x	x	x	x	Recrutement et formation de formateurs Ateliers de sensibilisation 2,5 millions FCFA/atelier (5 000 US\$)	
	<u>Activité 1.9.3.</u> Elaborer un matériel de communication en direction des personnels sur la terminologie standard en RRC et PRU ainsi que les cadres généraux de RRC et PRU au Niger.	PFN	PNUD/UNISDR	x	x			Coûts d'édition et d'impression. 5 millions FCFA 10 000 US\$	
1.10. La population est sensibilisée, connaît et adopte les comportements adéquats en cas de désastre.	<u>Activité 1.10.1.</u> Former les journalistes pour traiter ce sujet et dispenser des informations claires et pertinentes en direction de la population.	DNPGCCA (activité 1.4.7 plan d'action 2015-2017) (Secrétariat Permanent)	SNU ONG Coopérations	x	x	x	x	Budget total estimé par DNPGCCA : 41 millions de FCFA (environ 85 000 US\$).	
	<u>Activité 1.10.2.</u>	DNPGCCA	UNISDR	x	x	x	x	Budget estimé	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	Élaborer du matériel pédagogique de sensibilisation à destination de la population.		PNUD ONG					dans Programme intégré : 37,2 millions de FCFA (environ 75 000 US\$)	
Budget total pour la priorité 1.									
Priorité 2 du CSRR. Renforcer la gouvernance et les institutions pour gérer les risques de catastrophe									
2.1. Les cadres législatif et institutionnel en matière de RRC sont renforcés.	<u>Activité 2.1.1.</u> Elaborer une loi d'orientation nationale en RRC : - Procéder à la revue et à l'analyse des textes juridiques et réglementaires relatifs à la RRC. - Elaborer une proposition de loi d'orientation nationale sur la RRC et des textes d'application. - Appuyer la mise en place d'un réseau des parlementaires en RRC pour assurer un plaidoyer en faveur de la loi. - Appuyer l'adoption de la loi d'orientation et des textes d'application. - Vulgariser la loi. - Elaborer un document de capitalisation du processus	Plateforme nationale en RRC (PFN) DNPGCCA	PNUD	x	x			Un consultant national et un consultant international pour 45 jours. 15,7 millions de FCFA (32 000 US\$) Réunions de travail Ateliers/séances de vulgarisation 5 millions FCFA (10 000 US\$). Impression de documents de communication 5 millions FCFA (10 000 US\$)	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	sur le renforcement du cadre institutionnel et législatif en matière de RRC au Niger.								
	<u>Activité 2.1.2.</u> Dans le texte de loi : Désigner une structure nationale en charge de la RRC qui soit autonome vis-à-vis de la PRU et renforcer ses capacités. Clarifier les rôles et les responsabilités ainsi que les différences entre la Réduction des Risques de Catastrophes et la Préparation et Réponse aux Urgences.	PFNRRC			x	x	x	Partie de la consultance de l'activité 1.1.1. Formation	
	<u>Activité 2.1.3.</u> Redynamiser la Plateforme nationale pour la RRC : - Renforcer ses capacités en matière de compréhension des concepts RRC et des rôles de la plateforme. - Réorganiser les groupes de travail en adéquation avec le Plan d'action national en RRC : en définir de nouveaux pour accompagner la réflexion et l'opérationnalisation des activités. - Instituer des réunions	DNPGCCA PFN	Coordination SNU/PNUD	x	x	x	x	Ateliers de formation. 10 millions FCFA (20 000 USD) Participation aux rencontres sous régionales et internationales. 10 millions FCFA (20 000 USD) Réunions de travail	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	régulières afin d'accompagner le processus.							Budget de fonctionnement de la plateforme. 25 millions FCFA 50 000 US\$/an	
2.2. Des politiques et stratégies nationales en RRC sont élaborées ou révisées.	<u>Activité 2.2.1.</u> Réviser la stratégie nationale de RRC complémentaire avec le Plan d'Action National. - Au sein de la Plateforme Nationale, mettre en place un groupe de travail de supervision de la révision de la stratégie. - Faire la revue des stratégies et politiques sectorielles en vue de la prise en compte de la RRC - A partir de cette revue, réviser la stratégie nationale et y intégrer une analyse des politiques sectorielles qui participent à la RRC. - Organiser des ateliers de validation de la stratégie révisée. - Actualiser le Plan d'action national en RRC si nécessaire.	PFN (coordination et supervision du travail) DNPGCCA : activité 1.4.36 du plan d'action 2015-2017	Coordination SNU	x	x			Consultant international senior (45 jours). 17 millions FCFA (35 000 US\$) 2 ateliers nationaux : 5 millions FCFA (10 000 US\$)	
	<u>Activité 2.2.2.</u>	PFN	PNUD,		x	x		8 ateliers	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	Sensibiliser au niveau régional et local sur la SNRRC et discuter avec les autorités locales sur sa pertinence en fonction des réalités locales.	DNPGCCA (activité 1.4.38 du plan d'action 2015-2017) Autorités régionales et locales	UNHABITAT, UNCDF, UNICEF					régionaux : 25 millions FCFA (50 000 US\$)	
2.3. Le Plan d'Action National en RRC : mécanismes de coordination, suivi/évaluation et révision ; adaptation au niveau local.	<u>Activité 2.3.1.</u> Assurer la coordination des activités définies dans le Plan d'action.	DNPGCCA + groupe de travail PFN	Coordination du SNU	x	x	x	x	Réunion de travail	
	<u>Activité 2.3.2.</u> Définir un dispositif de suivi/évaluation et un cadre de résultat.	PFN	Tous les partenaires techniques et financiers (PTF) intervenant dans la RRC	x				Réunions de travail (Cf budget fonctionnement)	
	<u>Activité 2.3.3.</u> Définir un calendrier et un mécanisme de revues annuelles du plan d'action.	PFN	Tous les PTF	x				Réunions de travail	
	<u>Activité 2.3.4.</u> Une fois les cadres législatifs et institutionnels renforcés et la stratégie nationale élaborée, actualiser le plan d'action si nécessaire.	PFN	Coordination SNU		x			Réunions de travail	
	<u>Activité 2.3.5.</u> Veiller à réorganiser le Plan d'action national en fonction du nouveau Cadre d'Action de Hyogo qui sera adopté suite à la Conférence de Sendai en mars 2015.	PFN	Coordination du SNU/PNUD	x				Réunions de travail	
	<u>Activité 2.3.6.</u>	Ministère du	ONG	x	x			Budget prévu	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	Au niveau local : Appuyer les autorités locales des Communes de Convergence dans la formulation de plans de développement communaux (PDC) prenant en compte la RRC.	plan/MISDPAR						dans le Programme intégré. 150 millions de FCFA (285.000 US\$)	
2.4. Un budget permanent pour la RRC est défini dans le budget national.	<u>Activité 2.4.1.</u> Faire une revue des investissements sectoriels qui contribuent directement ou indirectement à la RRC pour évaluer les montants alloués à ces activités.	PFN	PNUD	x	x	x	x	Un Consultant international appuyé par un consultant national pour 1 mois (20 jours). 7,5 millions FCFA (15 000 US\$)	
	<u>Activité 2.4.2.</u> Définir une ligne budgétaire annuelle spécifique pour la RRC et des mécanismes d'allocation.	PFN Ministère des finances	PNUD	x	x	x	x	Dans les TDR des consultants A 1.4.	
	Budget total pour la priorité 2.							350,2 millions FCFA (715 000 US\$)	
Priorité 3 du CSRRC. Investir dans la Réduction des Risques de Catastrophe aux fins de la résilience									
3.1. Les cadres stratégiques de planification au développement (généraux ou sectoriels) intègrent la RRC et la PRU lorsque cela s'avère nécessaire.	<u>Activité 3.1.1.</u> Renforcer les capacités du Ministère du Plan pour l'intégration de la RRC dans les planifications sectorielles.	PFN	UNDP	x	x	x	x	Formation et/ou recrutement de professionnels.	
	<u>Activité 3.1.2.</u> A partir de la revue des politiques et des stratégies (activité 1.2.1) : - Actualiser les politiques	Ministère du Plan	UNDP		x	x	x		

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	sectorielles lorsque nécessaire et faire apparaître clairement la RRC.								
	<u>Activité 3.1.3.</u> Appuyer les Communes pour intégrer la RRC et les Changements climatiques dans leurs plans de développement communaux. Commencer par les Communes de convergence.	PFN CNEDD Autorités régionales et locales	SNU ONGs présentent sur le terrain CRN	x	x	x	x	Budget d'appui pour les autorités 8 ateliers régionaux de formation. 25 millions FCFA (50 000 US\$)	
3.2. La planification pour l'Adaptation au Changement Climatique est développée et liée à la RRC.	<u>Activité 3.2.1.</u> Veiller à l'intégration de l'ACC dans les cadres définis pour la RRC et dans les cadres sectoriels concernés (Environnement, agriculture, élevage...).	CNEDD	SNU : chaque agence en fonction de son expertise.	x	x	x	x	Réunion de travail avec les consultants	
	<u>Activité 3.2.2.</u> A partir des cadres institutionnels, législatifs et stratégiques sur la RRC avec l'ACC, actualiser le PANA et mettre en évidence les complémentarités avec le plan d'action en RRC.	CNEDD	PNUD	x	x	x	x	Réunions de travail avec les structures en charge de l'ACC	
	<u>Activité 3.2.3.</u> Développer et sensibiliser sur les bonnes pratiques permettant aux communautés de s'adapter au changement climatique en matière de : - Semences adaptés.	Ministère de l'Environnement en partenariat avec les Ministères concernés suivant les thématiques.	FAO (CPP : Priorité 1 – Effet 2 – Produit 1. Budget estimé : 5,7 millions US\$ + projet pour	x	x	x	x	8 ateliers régionaux de formation. 25 millions FCFA (50 000 US\$) Mise à	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	- Protection des ressources naturelles. - Gestion Durable des Terres (GDT)...		semences adaptés lancé dans le SRP de 9.605.915 US\$					disposition des moyens nécessaire pour le développement de ces techniques.	
3.3. Le personnel technique des ministères sectoriels est formé et comprend la RRC, les cadres de gestion et la place de leur secteur dans ce domaine.	<u>Activité 3.3.1.</u> Appuyer chaque ministère concerné dans sa compréhension des concepts de RRC (y compris l'ACC et la résilience) et l'intégration de ces domaines dans ses stratégies et planification.	PFNRRC DNPGCCA (compétences techniques) Ministère du Plan	SNU	x	x	x	x	Formation de formateur Séances/ateliers de formation	
	<u>Activité 3.3.2.</u> Organiser régulièrement des ateliers de formations. (Adapter les formations en RRC/ACC aux secteurs et aux réalités du Niger).	Ministère de l'Environnement	PNUD FAO	x	x	x	x	1 atelier de formation par an 10 millions FCFA (5 000 US\$/atelier : 20 000 US\$ pour 4 ans)	
	<u>Activité 3.3.3.</u> Désigner des points focaux dans les services de planification des différents ministères pour le suivi sectoriel du Plan d'action national en RRC et PRU.	PFNRRC DNPGCCA Ministère du Plan	SNU	x	x			1 ou 2 atelier(s) de formation approfondie pour l'ensemble des points focaux. 5 millions FCFA (10 000 US\$)	
3.4. Les risques environnementaux sont pris en compte et les	<u>Activité 3.4.1.</u> Assurer la mise en œuvre et/ou révision des plans d'action du Ministère de	Ministère de l'Environnement	PNUD	x	x			Budget de mise en œuvre de ces plans.	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	Ressources nécessaires	Ressources allouées
politiques et planifications environnementales participent concrètement à la RRC.	l'Environnement - Cadre stratégique de la gestion durable des terres (CS-GDT). - Plan Forestier National 2012-2029.								
	<u>Activité 3.4.2.</u> Prendre en compte les risques chimiques, biologiques, radiologiques, nucléaires et la gestion des déchets dangereux dans les risques environnementaux.	Ministère de l'Environnement	PNUD	x	x	x	x	Réunions de travail	
3.5. Les risques et la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle sont compris et pris en compte, et les stratégies de RRC/ACC participent à la réduction de ce risque sous-jacent.	<u>Activité 3.5.1.</u> Appuyer le HC 3N dans la mise en œuvre de son plan d'investissement et dans l'élaboration du nouveau plan d'investissement 2016-2020.	Ministère du Plan	PNUD FAO	x	x	x	x	Voir budgétisation de ces documents	
	<u>Activité 3.5.2.</u> Renforcer les capacités des Ministères pour la prise en compte de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle - Ministère de l'Elevage pour qu'il puisse atteindre les objectifs du Cadre Stratégique de développement durable de l'élevage 2013-2015 et de son plan d'action pour 2013-2015. - Ministère de l'Agriculture, - Ministère de	HC3N	SNU Coopérations	x	x	x	x	Moyens logistiques, informatiques. Formations des personnels Voir budgétisation des ministères	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	l'Environnement - Ministère de la Santé - Ministère de l'Hydraulique - Ministère de la Population - Ministère du Commerce....								
	<u>Activité 3.5.3</u> Assurer l'alerte précoce et la lutte préventive contre le Criquet pèlerin.	CNLA	FAO	x	x	x	x	Voir budget CNLA	
	<u>Activité 3.5.4.</u> Renforcer le SAP pour une meilleure surveillance des facteurs de dégradation de la sécurité alimentaire : - Renforcer les systèmes d'information sectoriels comme celui de l'élevage. - Sensibiliser et renforcer les capacités au niveau communautaire pour la collecte et la remontée de l'information.	PFN DNPGCCA	FAO	x	x	x	x	Budget estimé par le Ministère de l'élevage : 2,119 milliards FCFA (4,33 millions US\$)	9.032 millions FCFA acquis par Ministère de l'élevage
	<u>Activité 3.5.5.</u> Au niveau local : impliquer et renforcer les capacités des acteurs locaux pour apporter une réponse adaptée. - Former les autorités locales et les doter de services techniques adéquats avec le matériel nécessaire. - Valoriser le savoir-faire local pour renforcer le savoir-faire scientifique et générer	PFN Autorités locales HC3N		x	x	x	x	Moyens matériels Formations Ateliers de sensibilisation	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	des solutions contextualisées. - Sensibiliser les éleveurs sur les maladies animales pour réduire la mortalité du cheptel. Comme prévu dans le plan d'action 2013-2015 du Ministère de l'élevage. - Renforcer le système de surveillance des maladies animales. - Constituer des stocks/réserves de proximité pour la sécurité alimentaire dans les provinces à risque.								
3.6. Le Niger dispose de cadres et d'outils solides pour un aménagement et un développement des territoires qui prennent en compte les risques.	<u>Activité 3.6.1.</u> Renforcer et appuyer la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire et du Développement Local (Ministère du Plan) pour qu'elle puisse atteindre les objectifs de son plan d'action 2015-2018 : - Renforcer les capacités de coordination de la structure en regard au caractère transversal et intersectoriel de l'aménagement du territoire. - Doter la Direction Générale des outils nécessaires	Ministère du Plan	PNUD / UNHABITAT	x	x	x	x	Chiffrer le plan d'action de la Direction de l'Aménagement du territoire (Ministère du Plan) Moyens matériels : Logistique et informatiques (hardware et software) Formations Besoin de la budgétisation	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	(hardware et software).							du Ministère du Plan	
	<u>Activité 3.6.2.</u> Renforcer les capacités des autorités locales pour la planification, la maintenance des infrastructures et le respect des codes de développement et d'aménagement.	Autorités locales	Banque Mondiale	x	x	x	x		Concerne le deuxième point du projet de financement de la Banque Mondiale : Renforcement des capacités pour le développement urbain et la gestion des risques de catastrophes. 22 millions USD
3.7. La protection sociale est développée pour mieux protéger les populations les plus vulnérables et les plus exposées aux risques.	<u>Activité 3.7.1.</u> Appuyer le Ministère de La Population, de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant pour la mise en œuvre et la coordination du Pilier 1 de la politique nationale et pour l'atteinte des objectifs de son Programme de Protection sociale en faveur des groupes de population les plus vulnérables.	Ministère de la Population, de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfance	UNICEF PNUD	x	x	x	x	Moyens matériels Recrutement d'une personne en charge de la RRC (volet social et vulnérabilité) Chiffrer le plan d'action	
	<u>Activité 3.7.2.</u> Appuyer le Ministère de la Population... dans l'évaluation du Programme de protection sociale afin de	Ministère de la Population	UNICEF PNUD	x				Réunions de travail Atelier de partage	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	définir un plan d'action post 2015 qui prenne toujours autant en considération la dimension risques et catastrophes.								
	<u>Activité 3.7.3.</u> Renforcer la prise en compte des groupes vulnérables dans les politiques et stratégies sectorielles.	Ministère de la Population	UNICEF PNUD	x	x	x	x	Travail de la personne en charge de la RRC	
3.8. Les risques d'épidémies sont pris en compte.	<u>Activité 3.8.1.</u> Au niveau national : Renforcer les services de santé pour un meilleur suivi épidémiologique (y compris pour la Maladie à Virus Ebola) et une meilleure coordination avec les différentes structures dans une logique de RRC : - Equiper et former une équipe en charge de la mise en œuvre, de la coordination et du suivi des activités liées à la RRC et la PRU dans le secteur de la santé (en lien avec activité 4.3.3) - Les appuyer pour la mise en œuvre des activités en lien avec la RRC planifiées en 2015 et 2016 par le Ministère de la Santé. - Les appuyer pour la mise en œuvre des stratégies	Ministère de la Santé	OMS	x	x	x	x	Moyens matériels Recrutement d'un point focal RRC (voir activité 4.3.3) Formations	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	régionales : la « Stratégie régionale africaine sur la gestion des risques de catastrophe pour le secteur de la santé » (résolution N° AF/RC62/R1) et la « Stratégie de résilience du secteur santé du Niger aux changements climatiques. » - En fonction de la cartographie des risques d'épidémie, renforcer les capacités des structures de santé situées dans les zones les plus vulnérables.								
	<u>Activité 3.8.2.</u> Système de surveillance épidémiologique : - Appuyer le Ministère de la Santé dans le renforcement des capacités du système de surveillance épidémiologique pour une analyse à long-terme. - Produire des outils d'aide à la décision pour la planification du Ministère : cartographie des risques d'épidémies, carte des structures exposées aux risques... - Assurer la coordination	Ministère de la Santé (Direction de Surveillance et de Riposte aux épidémies) DNPGCCA (SAP)	OMS	x	x	x	x	Voir avec la direction du Ministère de la Santé responsable	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	avec la structure centrale en charge de l'analyse des risques en général pour une bonne prise en compte du secteur de la santé dans les analyses.								
	<u>Activité 3.8.3.</u> Au niveau local : renforcer les services de santé locaux pour une meilleure prise en charge des patients (pour faire face aux épidémies).	Ministère de la Santé	OMS	x	x	x	x	Moyens matériels et humains	
	<u>Activité 3.8.4.</u> Evacuation des malades : mettre en place un système d'ambulance de type SAMU.	Ministère de la Santé	OMS	x	x				
3.9. La gestion de l'eau et de l'assainissement est assurée en lien avec la RRC.	<u>Activité 3.9.1.</u> Outils : Renforcer les capacités du Ministère de l'Hydraulique et des institutions régionales et locales pour le développement d'outils de planification.	PFN Ministère de l'hydraulique		x	x	x	x	Budget estimé dans le Programme intégré : 3,8 milliards FCFA (7,8 millions US\$)	
	<u>Activité 3.9.2.</u> Outils : Renforcer les capacités du Ministère de l'Hydraulique et des institutions régionales et locales pour le développement d'outils de planification.	PFN Ministère de l'hydraulique		x	x	x	x	Budget estimé dans le Programme intégré : 3,8 milliards FCFA (7,8 millions US\$)	
3.10. Les infrastructures de	<u>Activité 3.10.1.</u> A partir de l'évaluation des	Ministère de l'urbanisme	UNHABITAT	x	x	x	x		

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	Ressources nécessaires	Ressources allouées
services (santé, éducation, communication...), de transport (route, gare, aéroport...) et les bâtiments officiels (ministères, directions, autorités...) prennent en compte les risques.	risques (activité 1.2.2) veiller à la prise en compte des risques dans le choix de l'emplacement et du type d'infrastructure pour toute nouvelle construction.	Direction de l'Aménagement du territoire (Ministère du Plan)							
	<u>Activité 3.10.2.</u> Pour les infrastructures existantes qui seraient exposées à différents types de risques, évaluer les meilleures solutions en fonction des situations spécifiques : destruction et relocalisation en zone sûre, mesures de protection, mesures de sécurité pour les élèves, les professeurs et les autres employés...	Direction de l'aménagement du territoire (Ministère du Plan) Ministères concernés	UNHABITAT	x	x	x	x		
Budget total pour la priorité 3.									
Priorité 4 du CSRRC. Renforcer la préparation aux catastrophes pour intervenir de manière efficace et pour « reconstruire en mieux » durant la phase de relèvement, de remise en état et de reconstruction									
4.1. Le Niger dispose d'un cadre clair de gestion des catastrophes.	<u>Activité 4.1.1.</u> Définir un cadre législatif et normatif à partir de la Stratégie nationale de gestion des catastrophes : - Clarification des rôles et des responsabilités. - Définition des mécanismes d'alerte et de coordination à toutes les échelles. - Définition des mécanismes de gestion de l'information	PFN	OCHA	x	x			Consultant national pour 45 jours. 3,38 millions FCFA (7 000 US\$) Réunions de travail	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	avant, pendant et après la crise. - Création d'un fonds destiné aux opérations d'urgence avec des mécanismes simples et rapides de mise à disposition (compte dépôt au Trésor).								
	<u>Activité 4.1.2.</u> Sur la base de la stratégie et du cadre normatif national, développer des stratégies régionales et locales en phase avec les réalités du terrain : - Organisation d'ateliers de définition de ces stratégies aux niveaux régional et local. - Identification des risques majeurs dans les régions et des seuils de gravité et d'alerte. - Mise en place de systèmes de surveillance et d'alerte précoce avec des remontées régulières d'information ainsi que l'analyse et la diffusion. - Identification des acteurs et des responsabilités. - Identification des besoins de renforcement des capacités.	PFN Autorités locales	OCHA		x	x	x	8 ateliers régionaux : 25 millions FCFA (50 000 US\$) Réunions de travail	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	<u>Activité 4.1.3.</u> Organiser des ateliers de sensibilisation sur la Stratégie nationale et le cadre normatif pour que chaque acteur à chaque échelle ait conscience de son rôle et de ses responsabilités.	PFN	Coordination Humanitaire		x	x	x	Organisation d'ateliers 2,5 millions FCFA/atelier (5 000 US\$/atelier).	
4.2. Le Niger dispose d'un plan de contingence national multirisque (ou Plan Orsec actualisé) sur lequel ses partenaires se sont alignés.	<u>Activité 4.2.1.</u> Élaborer ou actualiser un Plan de contingence national multirisque. A partir de la Stratégie et du cadre législatif national : - Définition des degrés de gravité des risques et des seuils d'alerte. - Définition des rôles et responsabilités et mécanismes de coordination pour chaque risque et à chaque échelle. - Définition d'une matrice des ressources disponibles.	DNPGCCA (activité 2.2.8 plan d'action 2015-2017) DGPC	Coordination humanitaire	x	x	x	x	Budget total estimé par DNPGCCA pour 3 ans : 45 millions FCFA (100 000 US\$)	
	<u>Activité 4.2.2.</u> A partir du plan de contingence national et des Stratégies régionales, développer des plans de contingence régionaux et locaux.	PFN Autorités locales	Coordination Humanitaire		x	x	x	Formations des personnels de terrain Estimation du groupe de travail : 20 millions FCFA (41 000 US\$). Réunions de	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	Ressources nécessaires	Ressources allouées
								travail	
	<u>Activité 4.2.3.</u> Simuler ces plans de contingence et en particulier le plan de contingence national.	PFN	Coordination Humanitaire		x	x	x	2 simulations grandeurs nature 80 millions FCFA (160 000 US\$, 80 000 US\$ chacune) 1 simulation en salle. 10 millions FCFA (20 000 US\$)	
	<u>Activité 4.2.4.</u> Diffuser ce plan de contingence auprès des partenaires afin que leurs propres plans s'alignent sur les cadres définis par le Gouvernement.	PFN	Coordination humanitaire		x	x	x	Séances et réunions de partage du plan de contingence national	
4.3. Les institutions nationales (DGPC et DNPGCCA), régionales et locales disposent de capacités suffisantes pour la préparation et réponse aux urgences.	<u>Activité 4.3.1.</u> Au niveau national : - Renforcer les capacités matérielles du DNPGCCA (CCA et CCH en particulier) pour la coordination de la réponse aux urgences. - Renforcer les capacités matérielles de la DGPC pour leur permettre d'agir plus rapidement et d'être autonome en matière de logistique (transport de l'aide).	PFN DNPGCCA DGPC	SNU Autres PTF	x	x	x	x	Chiffrer les besoins matériels (véhicules, protections, pompage des eaux, informatique...) Formations	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	- Assurer des formations et des simulations conjointes pour ces deux principales structures pour améliorer la coordination et l'efficacité des actions.								
	<u>Activité 4.3.2.</u> Aux niveaux régional et local : - Renforcer les capacités matérielles des Comités régionaux et sous régionaux de prévention et de gestion des catastrophes et crises alimentaires. - Renforcer les capacités et développer les SCAP-RU pour une meilleure gestion de l'information pour la préparation et la réponse aux urgences.	DNPGCCA (produit 1.5 du plan d'action 2015-2017)	SNU (OCHA) PTF	x	x	x	x	Chiffrer les besoins matériels des antennes locales Formations	
	<u>Activité 4.3.3.</u> Etant donné le classement du Niger en tant que pays à risque d'épidémie Ebola : - Intégrer l'évaluation des capacités du secteur de la santé à celle déjà effectuée par l'initiative CADRI. - Appuyer le Ministère de la santé dans la mise en œuvre des actions prioritaires de renforcement de ses capacités pour la préparation	Ministère de la Santé PFN	SNU	x				Chiffrer avec le Ministère de la Santé	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	et la réponse à ce type d'urgence. - Assurer le fonctionnement des différents comités. - Informer et sensibiliser les différents partenaires sur les cadres nouvellement créés.								
	<u>Activité 4.3.4.</u> Pré-positionner des stocks de contingence au plus près des populations exposées en fonction des zones déterminées dans le plan de contingence national.	PFN	FAO (CPP 2013-2016 : Priorité 1, Effet 1, Produit 2. Budget estimé : 7 millions US\$) UNICEF PAM	x	x	x	x	Budget estimé DNPGCCA. 5 milliards FCFA pour le pré-positionnement (10 millions US\$)	
4.4. La coordination entre tous les intervenants est renforcée.	<u>Activité 4.4.1.</u> A partir du cadre national et de la définition des rôles et responsabilités, renforcer les connaissances et compétences des services des institutions concernées.	PFN DNPGCCA DGPC	OCHA	x	x	x	x	1 Atelier de formation. 2,5 millions FCFA (5 000 US\$) Réunion et séances de sensibilisation.	
	<u>Activité 4.4.2.</u> Dynamiser le Comité interministériel de Prévention et de Gestion des Catastrophes : - Instituer au moins deux réunions autour de la saison des pluies (avant et après).	PFN	OCHA	x	x	x	x	Budget pour l'organisation de 2 réunions annuelles obligatoires hors période de désastre. 2,5 millions FCFA	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	- Veiller à la participation de l'ensemble des ministères concernés.							(5 000 US\$)	
4.5. SAP et gestion de l'information et communication entre les acteurs de la PRU.	<u>Activité 4.5.1.</u> Renforcer les capacités des Systèmes d'information et d'alerte précoce du pays : - SAP du DNPGCCA. - Système de surveillance épidémiologique du Ministère de la santé. - SAP du CNLA. - Système d'information des services de météorologie et de suivi hydrologique en lien avec le soutien de l'OMM.	PFN	OMM FAO (CPP) 2013-2016 : Priorité 1, Effet 1, Produit 1. Budget estimé : 1,64 millions US\$ OCHA	x	x	x	x	Matériels informatiques (hardware et software) Outils de mesure Formations En lien avec le renforcement des capacités des SAP sectoriels sur les risques (Priorité 2)	
	<u>Activité 4.5.2.</u> Appuyer la DGPC dans la création du Centre Opérationnel de Veille, d'Alerte et de Conduite de crise (COVAC).	DGPC	SNU PTF	x	x			700 millions FCFA (1,43 million US\$)	
	<u>Activité 4.5.3.</u> Connecter tous ces systèmes d'information et d'alerte précoce et favoriser le partage de l'information : - Centraliser ces informations au sein du SAP du DNPGCCA. - Rédiger une	DNPGCCA (SAP)	OCHA UNDP	x	x	x	x	Renforcement des capacités matérielles du SAP. Lien avec la priorité 2	

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	charte/convention de partage de l'information pour protéger les données. - Organiser des réunions régulière entre les responsables de ces différents systèmes afin de coordonner les efforts et d'informer sur les études en cours. - Améliorer l'harmonisation dans la collecte, le traitement et la diffusion des données.								
	<u>Activité 4.5.4.</u> Former les personnels à la diffusion et à la lecture des informations : personne ou direction ressource, message clefs, vocabulaire...	PFN	OCHA	x	x	x	x	Ateliers de formation	
4.6. Formation des journalistes et communication / sensibilisation de la population.	<u>Activité 4.6.1.</u> Former et spécialiser des journalistes et des communicants sur la gestion de l'information à tous les temps d'une catastrophe : - Traitement de l'information.	DNPGCCA	UNDP OCHA	x	x	x	x	2 ateliers de formation. 5 millions FCFA (10 000 US\$) Séances de sensibilisation	
	<u>Activité 4.6.2.</u> Évaluer la possibilité de partenariat avec des compagnies de télécommunication pour la diffusion de sms	PFN DNPGCCA DGPC	Secteur privé (compagnie de télécom)	x	x	x	x		

Résultats attendus	Activités	Institution(s) Lead	Partenaires	2015	2016	2017	2018	Ressources nécessaires	Ressources allouées
	d'information 72, 48 et 24h avant une catastrophe.								
	<u>Activité 4.6.3.</u> Elaborer du matériel de sensibilisation pour la population l'informant sur les principaux risques, les ressources en cas de catastrophe, les comportements à adopter et les contacts en cas d'urgence.	PFN DNPGCCA DGPC	OCHA	x	x	x	x	Coûts d'édition et d'impression. 20 millions FCFA (5 millions FCFA/an) 40 000 US\$ (10 000 US\$/an)	
	<u>Activité 4.6.4.</u> Former les enseignants pour la prise en charge et la sensibilisation des élèves du primaire et du secondaire sur les comportements à suivre en cas de crise.	Ministère de l'Enseignement Primaire, de l'Alphabétisation, de la Promotion des Langues Nationales et de l'Education Civique Ministère des Enseignements Secondaires	UNICEF (Projet déjà prêt. Budget 1.754.800 US\$) OCHA	x	x	x	x	Formations pour les enseignants Sur la base du projet UNICEF : 860 millions FCFA (1.754.800 US\$) Interventions de spécialistes (DNPGCCA, DGPC, partenaires) dans les écoles	
Budget total pour la priorité 4.									
TOTAL Plan d'action									